

## Recherches sociographiques



Jacques T. GODBOUT (dir.), *La participation politique : leçons des dernières décennies*

Hugues Dionne

Volume 33, numéro 1, 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056667ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056667ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dionne, H. (1992). Compte rendu de [Jacques T. GODBOUT (dir.), *La participation politique : leçons des dernières décennies*]. *Recherches sociographiques*, 33(1), 117–118. <https://doi.org/10.7202/056667ar>

Jacques T. GOUBOUT (dir.), *La participation politique : leçons des dernières décennies*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, 301 p.

De prime abord, la question de la *participation politique* semble un peu anachronique. Notre entendement spontané fait référence aux belles années de la Révolution tranquille alors que l'utopie de participation des réformateurs d'alors semblait vouée à l'échec si elle devait emprunter les voies traditionnelles et conservatrices de la classe politique issue du régime duplessiste. La stratégie participationniste semblait le canal politique le plus efficace parce que, « désormais », il fallait procéder à des changements rapides au Québec.

L'illusion passiste est vite dissipée à la lecture des divers textes regroupés par Jacques T. GOUBOUT dans *La participation politique : leçons des dernières décennies*. J'avoue mon intérêt assez mitigé lors du premier balayage visuel de cet ouvrage qui pourrait laisser croire à un autre questionnement habituel sur l'efficacité des procédures et des mécanismes de participation. Mais une lecture plus approfondie nous fait comprendre que même si nos préoccupations démocratiques s'expriment davantage aujourd'hui dans les termes « concertation », « consultation », « décentralisation », « prise en main »..., nous perpétons nos choix politiques antérieurs et nous poursuivons l'idéal de participation de nos démocraties de représentation. La symbolique des mots ne doit pas nous illusionner.

Au Québec, la leçon principale qui se dégage des dernières décennies de participation politique conduirait à une constatation assez troublante : « la participation mène souvent à moins de démocratie, et non à plus de démocratie ». (P. 22.) À première vue, l'expression est presque déplaisante en ce qu'elle révèle froidement la fin d'une autre illusion de la Révolution tranquille alors que l'idéal de participation, construit sur le refus de toutes inégalités, serait tout bonnement battu en brèche. Un nombre réduit de « compétents » poursuivrait inexorablement la longue marche des technocrates, une autre constatation qui ne ferait qu'alimenter plusieurs accusateurs néo-libéraux en procès avec l'État-providence. Heureusement, les termes du débat ne sont pas aussi simples.

Le bilan général nous fait voir une sorte d'état « d'inflation participationniste » : on a trop demandé à la participation. On a voulu remplacer la démocratie représentative par la démocratie directe. Dans un premier texte qui sert à la fois de présentation et de cadre d'analyse, Goubout précise certains paramètres pour l'évaluation de la participation politique. De fait, la dualité « démocratie de participation » et « démocratie de représentation » nous oblige à remettre en question certains choix politiques qui datent de quelques décennies. En premier lieu, la participation à la démocratie de représentation et aux processus électifs doit être revalorisée si on veut la contraindre à limiter ses prétentions politiques, du moins ses ardeurs de remplacement. Au Québec, il faut prendre en considération à la fois les conditions d'émergence de l'utopie de participation des années soixante, son évolution et ses limites en regard du système représentatif.

Heureusement, « aujourd'hui, la participation rentre au bercail, elle revient au politique ». (P. 28.) Selon plusieurs auteurs, le système politique aurait récupéré progressivement les structures de participation, du moins des liens plus serrés se seraient tissés entre les systèmes participatifs et représentatifs de notre démocratie.

Les contributions des 12 auteurs sont présentées en quatre parties. La première, intitulée évolution, regroupe, outre le texte de Goubout, une entrevue-bilan avec Gérald Fortin qui nous remet en mémoire le cheminement québécois de la société démocratique de participation tant souhaitée et une analyse de Vincent Lemieux sur la montée de l'« opinantisme » en regard des

partis politiques. La deuxième partie présente des évaluations de diverses *expériences de participation* qui auraient tendance à passer de l'administratif au politique. Deux secteurs sont principalement examinés, celui de l'éducation et celui de la santé et des affaires sociales. Le texte d'Yves Martin oblige à une réflexion fondamentale sur les limites démocratiques de la participation et celui de Raymond Perron fait voir la difficile «montée participationniste» des parents dans le système de l'éducation. Michel O'Neil rend compte de la «performance québécoise» des structures de participation dans le secteur de la santé et des services sociaux tandis que Lionel Robert, prenant de ce même secteur en exemple évoque le cheminement politique difficile de la question régionale. On observe le caractère normatif déterminant des structures qui filtrent les participations permises et les acteurs privilégiés.

La troisième partie est plus brève et pose la question des *structures consultatives* publiques avec le texte de René Parenteau et celle de la participation institutionnelle dans le syndicalisme québécois avec celui de Mona-Josée Gagnon. Une dimension importante de l'évolution récente du rapport du citoyen-État qui court en filigrane dans ces bilans nécessaires. La quatrième partie porte sur *l'idéal participationniste*. Gabriel Gagnon rappelle comment celui-ci (souvent autogestionnaire) a marqué la société québécoise et Andrée Fortin rend compte de la richesse des divers modes de participation et de solidarité qui se sont imposés depuis les dernières décennies. L'article final nous est livré par Philip Resnick qui espère un renouvellement de la pensée démocratique tout en se disant encouragé par la montée des mouvements sociaux et des nouvelles revendications démocratiques.

Une bibliographie sélective des écrits québécois sur la participation dressée par Marie-Hélène Côté termine l'ouvrage.

Selon Godbout, l'expérience québécoise de participation aurait conduit, depuis les dernières décennies, à un double déplacement : de la prise de décision à son élaboration et des citoyens aux producteurs. Si la première observation va de soi selon la plupart des auteurs, la seconde ouvre un débat intéressant sur la portée effective de l'expérience participationniste en regard des changements actuels de société : la convergence de plusieurs faits sociaux et d'autres dynamiques participationnistes seraient à considérer...

De toute manière, nous avons en main un livre-bilan qu'il fallait faire et qui va demeurer une étape essentielle dans l'analyse de la participation politique au Québec. *La participation : leçons des dernières décennies* nous oblige aussi à revaloriser la classe politique des représentants élus.

Hugues DIONNE

*Département des sciences humaines,  
Université du Québec à Rimouski.*

---

Gérard BOUCHARD et Marc DE BRAEKELEER (dirs), *Histoire d'un génôme*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1990, 607 p.

Un génôme, c'est «l'ensemble des gènes portés par un individu» ou encore «l'ensemble des gènes présents dans une population». Cette définition est tirée du glossaire présenté à la fin de cet ouvrage. Mais qu'on ne s'effraie pas : il ne s'agit pas essentiellement d'une étude de